

Vous avez aimé l'AERES à son premier passage ? Vous allez adorer l'AERES-le-retour !

L'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur, enfant monstrueux du « pacte » pour la recherche, a déjà quatre ans. C'est le moment du renouvellement de la moitié de son conseil et de la nomination d'un nouveau président. Ce nouveau président, n'attendant même pas la première réunion du nouveau conseil, annonce une ligne dure, qui risque de nous faire même regretter la sympathique variété des notes généreusement distribuées par l'AERES de la première époque. Il y a trop de A⁺, on va voir ce qu'on va voir ! De son côté, le directeur de la section d'évaluation des unités de l'AERES vient d'exposer ses critères d'excellence : en matière de coopération internationale, seules comptent les relations avec l'Amérique du nord, l'Europe de l'ouest et l'Asie. Tant pis pour le reste du monde ! Tant pis pour ceux qui n'auront pas décroché le A⁺ des happy few ... Ainsi menée, l'AERES consacre sa position de grande fossoyeuse de la science française, aux ordres d'un gouvernement qui rêve de réduire la recherche à quelques pôles « pour la visibilité » et de larguer tout le reste. Nous ne laisserons plus perdurer longtemps cette machine à détruire. La République a besoin de savants ! Il est de plus en plus sûr qu'elle n'a pas besoin de ce monstre qu'est devenu l'AERES, dont le SNCS demande l'effacement.

Christophe Blondel, trésorier national du SNCS-FSU

Arrivée au bout de son premier cycle quadriennal, l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) a maintenant collé à tous nos laboratoires une note pour quatre, peut-être cinq ans. Nous avons signalé en leur temps les dérives de l'AERES, la révision du décret qui a consacré l'omnipotence de son président, les critiques de l'agence européenne ENQA contre la notation et l'absence de procédure d'appel et la façon dont l'AERES s'est assise sur ces critiques de l'ENQA.

Ceci ne semble avoir été qu'un apéritif par rapport à l'AERES nouveau style que nous promet son nouveau président, M. Didier Houssin. Sa plus remarquable préoccupation, tel qu'il l'a déclaré au Sénat¹, est qu'« il y a beaucoup de A⁺ » ... Un évaluateur qui croit à la signification des notes devrait au moins, s'il est honnête, se réjouir d'une abondance de bonnes notes ! Déplorer cette abondance, c'est avouer que l'AERES n'est pas une agence d'évaluation, mais une machine à exclure. Pour son nouveau président, elle n'élimine pas assez ! Vous avez aimé l'AERES de la première époque ? Vous allez adorer l'AERES 2011.

En 2007 au moins, le ministre avait respecté le droit, obtenu sous la pression de nos organisations syndicales, que les instances d'évaluation des personnels puissent faire des propositions et obtiennent des nominations au conseil de l'Agence. Ainsi le Comité national de la recherche scientifique (CN) y était-il, pour le meilleur et pour le pire (tant on a raboté les pouvoirs de ce malheureux conseil) représenté par deux personnes qu'il avait élues. Ces deux représentants ayant fini leur mandat, le CN a proposé à nouveau trois noms. Mais la ministre - on a envie

d'écrire la sinistre - Péresse a balayé ces propositions ; il n'y aura plus de représentant du CN au conseil de l'AERES. Peut-être qu'ainsi, à l'heure où le nouveau président menace aussi de se pencher sur les procédures d'évaluation des personnels (mais pas sur le crédit impôt-recherche ...), les choses sont-elles plus claires : l'AERES (elle l'a déjà prouvé dans son célèbre rapport sur l'INSERM qui attaquait ... le CNRS) est une machine de guerre contre les établissements nationaux de recherche et contre toute représentation démocratique qu'ils peuvent encore abriter en leur sein.

Quatre ans de réflexion et soi-disant d'évaluation n'auront pas appris à l'AERES la véritable nature, multiforme et universelle, de la recherche scientifique. Son directeur de l'évaluation des unités écrit le 5 mai que, pour le A⁺, ne compteront en matière de coopération internationale que les relations avec les « pays développés », dont il exclut explicitement tous ceux d'Afrique, d'Amérique du sud, et d'Océanie. Comment l'AERES jugera-t-elle donc l'Institut de recherche pour le développement (IRD), dont la mission est précisément la coopération avec les pays du sud ? Contre une conception étriquée de la recherche dont l'objectif visible est d'entretenir, à tous les niveaux, l'avantage que les forts ont sur les faibles, redisons que notre vision est au contraire celle d'une coopération mondiale, qui s'enrichit à mesure que s'élargit le cercle de la communauté scientifique.

Des chercheurs de nos meilleures équipes établissent et entretiennent des coopérations au sud, c'est bien ainsi. Il y a quelque chose d'indécemment, en ce triste anniversaire, à suggérer que ceux qui n'en sont pas revenus s'étaient, en somme, trompés d'hémisphère. Nous connaissions assez un de ceux qui sont tombés il y a deux ans pour imaginer quelle réponse il aurait faite aux tristes zéloteurs du repli sur les vieux pays développés : dans un éclat de rire - qui nous manque terriblement aujourd'hui - « Vive le Brésil, messieurs ! ».

¹ <http://www.senat.fr/compte-rendu-commissions/20110502/cult.html#toc2>